



Prise de Parole de la FNEC FP FO 43 Au rassemblement du 18 novembre 2020

Chers collègues et camarades

Nous avons convoqué ce rassemblement en plein confinement et nous avons bien fait.

Depuis la reprise du 2 novembre, les personnels se mobilisent, à travers des grèves et des rassemblements, pour exprimer leurs inquiétudes et dénoncer leurs conditions de travail dégradées. Au centre des revendications : l'urgence d'un recrutement massif de personnels à l'éducation nationale, pour alléger les effectifs et faire face à la situation sanitaire.

Que répond le ministre ? Il communique sur les remplacements mais ne crée aucun poste statutaire. Il renvoie la responsabilité aux personnels, qui seraient chargés de gérer localement la « continuité pédagogique », notamment à travers l'enseignement à distance.

Il supprime des heures d'enseignement aux lycéens.

Lors du Conseil Supérieur de l'Éducation du 17 novembre 2020, plusieurs organisations se sont adressées à nouveau au ministre à travers la déclaration intersyndicale suivante :

« Les organisations FSU, FNEC FP-FO, SUD Education, UNSA Education, Sgen-CFDT, SNALC, CGT Educ'action, SNCL-FAEN, FCPE, UNL et FIDL considèrent que la situation actuelle nécessite la présence massive et urgente de personnels dans les écoles, collèges et lycées.

Elles demandent le recrutement de personnels (remplaçants, assistants d'éducation...) comme annoncé par le ministre lors de la conférence de presse du 12 novembre, afin non seulement d'améliorer les conditions d'exercices actuelles, mais également d'anticiper sur les scénarios futurs.

Nos organisations invitent les personnels et les parents d'élèves à se mettre en contact dans les départements et à agir en commun pour porter cette demande en direction des IA-DASEN, des recteurs et du Ministre. »

La FNEC FP-FO s'est adressée aux organisations qui portent cette revendication pour leur proposer l'action commune à tous les niveaux. Je regrette qu'à cette étape ce ne soit pas possible.

Mais comme nous l'avons souligné ensemble en conférence de presse. Il y a urgence, à créer les postes, parce que c'est le premier des gestes barrières et que le Ministre justement s'y refuse.

A ceux qui prétendent qu'il serait irresponsable d'organiser ce type de rassemblement comme l'UNSA absente aujourd'hui, nous répondons que le Ministre est alors bien plus irresponsable de laisser les personnels travailler à 30, 31 32, 35 élèves et de se refuser à créer le moindre poste.

En plein confinement, le gouvernement a-t-il décidé d'arrêter ses mauvais coups. En aucun cas.

Il poursuit ses attaques contre les libertés et la démocratie :

- C'est la loi sur la sécurité globale remettant en cause la liberté de la presse
- C'est la loi « sur la recherche » sur les universités qui criminalise les occupations de facultés par les étudiants
- Ce sont toutes les mesures quotidiennes auxquelles nous sommes confrontés pour pallier au manque de lit d'hôpitaux et les 7500 fermetures opérées par ce même gouvernement depuis 2 ans

Pas un texte qui ne soit publié sans qu'il y ait un arsenal répressif et liberticide.

Et Blanquer voudrait nous acheter pour un plat de lentilles avec son GRENELLE.

400 petits millions d'euros quand les personnels hospitaliers ont arraché par leur mobilisation 8.1 milliards et 183€ sous forme d'augmentation de salaires pour tous ou presque.

Pour Blanquer c'est de 100 à 35€ de prime dite d'attractivité pour les enseignants des échelons 2 à 7 (prime, pas point d'indice)

0 patate pour les autres, 0 patate pour les AESH, les personnels administratifs dont la plupart n'ont même pas eu la prime COVID alors qu'ils ont assuré nos paies et tant d'autres choses.

Et bien à FORCE OUVRIERE, nous ne considérons pas qu'il s'agisse là d'avancées comme certains l'affichent déjà haut et fort. Nous considérons qu'on continue de se moquer des enseignants. Et ce n'est pas la prime annuelle de 150€ pour l'achat de matériel informatique qui va nous faire dire le contraire. Il s'agit là encore d'une manœuvre pour institutionnaliser le télé-enseignement que le ministère refuse d'appeler télétravail.

Alors à FORCE OUVRIERE, quelles que soient les difficultés, nous ne laisserons pas faire.

Ce gouvernement est faible, contesté de toute part, ce n'est pas le moment de lui laisser le champ libre.

Ils ont raison les travailleurs du secteur hospitalier et médico-social qui appellent le 26 novembre à la mobilisation devant le Ministère et les ARS avec le même message : VERAN doit rectifier son décret pour que tout le secteur médico-social touche les 183€.

Ils ont raison les étudiants et leurs professeurs qui se mobilisent dans les universités comme à Montpellier, à Paris Diderot ou encore à St Etienne qui se mobilisent contre la loi sur la recherche

Ils ont raison les journalistes qui appellent à manifester les 17 et 21 novembre contre la loi liberticide sur la sécurité globale

Allons-nous rester l'arme au pied et attendre des jours meilleurs pendant que le gouvernement poursuit ses sales besognes. Je vous interpelle camarades des autres syndicats.

A l'heure où de nouvelles mesures de suppressions de postes planent sur le département, à l'heure où l'administration publie des chiffres fantaisistes sur le nombre d'élèves du département, il serait irresponsable de ne rien faire.

FO a décidé de ne pas rester l'arme au pied. Nous allons lancer une grande campagne de réunions dont nous souhaitons qu'elle puisse se faire dans un cadre intersyndical à l'instar de ce que nos collègues du collège LAFAYETTE organisent.

Il ne s'agira pas de réunions en visio mais de réunions en présentiel (et c'est possible, les réunions professionnelles sont autorisées) parce que la bagarre ça ne s'organise pas à distance, ça s'organise ensemble.

La FNEC FP FO appelle les personnels, les parents et les lycéens à se regrouper et faire valoir ensemble les besoins chiffrés en postes, en classes, en heures d'enseignement en direction du ministre et de ses représentants.

FORCE OUVRIERE sera à leur côté pour les organiser.